



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 3 mai 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Le revenu des Canadiens, 2005

2

Selon les plus récentes données de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, la plupart des familles canadiennes ont enregistré une faible croissance du revenu médian après impôts en 2005, tandis qu'il est demeuré inchangé pour les personnes seules.

Finances publiques consolidées : actif et passif, 31 mars 2005

6

Enquête sur les investissements de portefeuille des Canadiens, fin d'exercice 2005

7

Nouveaux produits

10



Communiqués

Le revenu des Canadiens

2005

Selon les plus récentes données de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, la plupart des familles canadiennes ont enregistré une faible croissance du revenu médian après impôts en 2005, tandis qu'il est demeuré inchangé pour les personnes seules.

Le revenu médian après impôts des familles canadiennes composées de deux personnes ou plus s'est accru de 1,6 % par rapport à 2004 pour se fixer à 56 000 \$, après correction pour tenir compte de l'inflation. Cette augmentation de revenu après impôts fait suite à un accroissement de 1,3 % affiché en 2004.

Bien que la plupart des types de familles aient enregistré une croissance de leur revenu après impôts, il en va tout autrement pour les familles de personnes âgées et les personnes seules. En effet, parmi les familles de personnes âgées (celles dont le principal soutien économique était âgé de 65 ans et plus), le revenu médian après impôts est demeuré pratiquement inchangé, se chiffrant à 40 400 \$ en 2005. Toutefois, il s'agit d'une hausse de 15 % en termes réels par rapport à 1996 (principalement le résultat de cinq années de hausses consécutives amorcées en 1997).

Le revenu médian après impôts des personnes seules ou célibataires est demeuré stable, se situant à 21 400 \$ en 2005. Les personnes seules représentaient environ 14 % de la population en 2005, comparativement à 11 % deux décennies auparavant.

Le revenu médian après impôts des personnes âgées vivant seules s'élevait à 19 600 \$ en 2005, soit essentiellement le même qu'en 2004.

La majeure partie du revenu total des familles canadiennes provient du revenu du marché, qui est la somme du revenu d'emploi, du revenu de placements et du revenu provenant d'un régime privé de retraite.

Les données de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) révèlent également que le pourcentage des familles canadiennes vivant sous le seuil de faible revenu (SFR) de Statistique Canada, fondé sur le revenu après impôts, est demeuré inchangé en 2005.

On estime à 655 000 le nombre de familles canadiennes à faible revenu en 2005, c'est-à-dire à 7,4 % de l'ensemble des familles. De plus, environ 788 000 enfants âgés de moins de 18 ans vivaient au sein de familles à faible revenu, représentant 11,7 % du nombre total.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué porte sur le revenu des familles économiques et le faible revenu au Canada. Les données antérieures à 1996 proviennent de l'Enquête sur les finances des consommateurs. À partir de 1996, les données proviennent de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Il convient de noter que ce rapport analyse le revenu familial en se basant sur les valeurs médianes. La médiane est la valeur qui sépare les revenus des familles en deux parties égales, la moitié des familles ayant un revenu supérieur à cette valeur et l'autre moitié, un revenu inférieur. Tous les revenus estimés sont exprimés en dollars constants de 2005 afin de tenir compte de l'inflation et d'établir des comparaisons dans le temps, en termes réels.

Le revenu du marché est égal à la somme des gains provenant d'un travail salarié, du revenu net provenant d'un travail autonome, du revenu de placements (excluant les gains en capital) et du revenu provenant d'un régime privé de retraite. Il est également appelé revenu avant impôts et transferts. Le revenu après impôts est la somme du revenu du marché et des transferts gouvernementaux, moins l'impôt sur le revenu.

Le taux de faible revenu calculé par Statistique Canada représente le pourcentage de familles qui se situent sous le seuil de faible revenu (SFR). Le SFR est une mesure statistique des seuils de revenu sous lesquels les Canadiens consacrent vraisemblablement une part de leur revenu supérieure à la moyenne aux nécessités de la vie, c'est-à-dire la nourriture, le logement et l'habillement. Pour obtenir plus de renseignements, consultez l'article «À propos de la pauvreté et du faible revenu» (13F0027XIF, gratuit) offert en ligne.

Un rapport complémentaire, qui sera publié sous peu, portera sur les Canadiens âgés de 18 à 64 ans vivant seuls et en situation de faible revenu.

Le revenu du marché est demeuré pratiquement inchangé

Pour les familles et les célibataires, le revenu du marché représentait la plus grande part de leur revenu total. Le revenu médian du marché des familles et des célibataires est demeuré essentiellement le même entre 2004 et 2005.

En 2005, le revenu médian du marché pour les familles biparentales avec enfants s'élevait à 72 800 \$.

Le revenu médian du marché des familles monoparentales ayant une femme à leur tête est demeuré pratiquement inchangé depuis 2004, se situant à 22 200 \$. Cependant, ce revenu représente une importante augmentation par rapport au montant de 8 600 \$ affiché en 1996, soit l'année où il a atteint son plus bas niveau en 25 ans. Cette croissance au cours de la dernière décennie reflète, en grande partie, les

gains plus élevés ainsi qu'une plus grande proportion des mères qui se retrouvent sur le marché du travail.

Stabilité de l'impôt et des transferts

Les impôts sur le revenu des particuliers ainsi que les transferts gouvernementaux médians sont demeurés pratiquement inchangés pour les familles et les personnes seules.

En effet, pour chaque tranche de 100 \$ du revenu total des familles canadiennes en 2005, 10 \$ en moyenne provenaient de transferts gouvernementaux, comparativement à 8 \$ en 1980, soit le montant le plus bas enregistré en 25 ans, et à 13 \$ au début des années 1990, soit le montant le plus élevé.

L'impôt sur le revenu des familles représentait 17 \$ par tranche de 100 \$ de revenu total en 2005, comparativement à 15 \$ (niveau le plus bas) en 1980 et à 20 \$ (niveau le plus élevé) en 1998.

Ces changements survenus entre 1980 et 2005 reflètent différents facteurs tels que les récessions, les périodes d'essor économique, les changements apportés à la fiscalité et aux programmes de transferts de même que les changements démographiques tels la composition de la famille, le statut d'étudiant ainsi que le vieillissement de la population.

Inégalité du revenu : élargissement de l'écart entre les familles dont le revenu est le plus faible et celles dont le revenu est le plus élevé

Afin d'analyser l'inégalité du revenu, les familles ont été divisées en cinq groupes ou quintiles, selon l'ordre ascendant du revenu après impôts des familles. Chaque quintile représentant 20 % ou un cinquième de l'ensemble des familles.

L'écart observé entre les familles avec le revenu le plus faible et celles dont le revenu est le plus élevé, indiquant une inégalité du revenu, s'est élargi au cours de la dernière décennie. Ainsi, l'écart entre le quintile supérieur et le quintile inférieur, qui s'établissait à 83 800 \$ en 1980, a fluctué entre 79 500 \$ et 84 500 \$ jusqu'en 1996. En 2005, l'écart avait atteint 105 400 \$.

La moyenne du revenu après impôts en 2005 était de 128 200 \$ pour la tranche de 20 % des familles ayant les revenus les plus élevés, comparativement à 22 800 \$ pour la tranche de 20 % des familles ayant les revenus les plus faibles.

Bien que tous les quintiles aient bénéficié de la conjoncture économique favorable que l'on connaît depuis le début des années 1990, les familles situées dans le quintile supérieur sont celles qui en ont profité le plus. En effet, depuis 1996, la moyenne de leur revenu après impôts a augmenté de 24 %, comparativement à environ 18 % pour les autres quintiles.

La tranche de 20 % des Canadiens ayant les revenus les plus élevés payent près de 60 % de l'impôt sur le revenu des particuliers

En 2005, la tranche de 20 % des familles et des personnes seules dont le revenu après impôts représente le revenu le plus élevé ont contribué à près de 60 % du total des impôts sur le revenu des particuliers, en hausse par rapport au taux de 50 % inscrit en 1980.

Ce changement reflète, en partie, l'augmentation de leur part de revenu total après impôts et la nature de redistribution du régime d'impôt sur le revenu des particuliers du Canada.

Les transferts gouvernementaux ainsi que les régimes fiscaux des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux facilitent la redistribution des revenus des Canadiens bénéficiant de revenus plus élevés vers les Canadiens à faible revenu (réduisant ainsi l'inégalité des revenus).

En 2005, la moyenne de revenu du marché des familles du quintile supérieur était 12,8 fois plus élevée que celle des familles du quintile inférieur. Par contre, une fois la distribution de tous les transferts gouvernementaux effectuée, ce ratio chute pour se situer à 6,9 fois plus élevé. Après impôts, le revenu moyen du marché des familles du quintile supérieur était 5,6 fois plus élevé que celui des familles du quintile inférieur.

Le taux de faible revenu demeure inchangé pour la plupart des types familles

Le taux de faible revenu mesure le pourcentage des familles sous le SFR de Statistique Canada. Le SFR représente une mesure statistique des seuils de revenu sous lesquels la plus grande part du revenu des Canadiens est consacrée aux besoins essentiels que sont la nourriture, le logement et l'habillement.

On estime que, en 2005, 655 000 familles canadiennes étaient sous le SFR après impôts, soit 7,4 % des familles, ce qui constitue une proportion inchangée par rapport à 2004. L'écart moyen de 7 900 \$ représentait le montant dont ces familles avaient besoin afin d'élever leur revenu au-dessus du seuil de faible revenu.

Le taux de faible revenu des familles monoparentales ayant une femme à leur tête a chuté, passant de 36,0 % en 2004 à 29,1 % en 2005. Cet écart reflète la tendance à la hausse du revenu du marché au cours des dernières années, engendrée par une hausse des gains ainsi que par un nombre plus élevé de femmes gagnant un revenu.

Bien que ce déclin marque une tendance décroissante amorcée il y a quatre ans, la fréquence du faible revenu pour les familles monoparentales ayant

une femme à leur tête est plus de quatre fois plus élevée que celle des familles biparentales avec enfants.

En 2005, le nombre de personnes à faible revenu s'élevait à environ 3,4 millions. Ces dernières représentaient 10,8 % de l'ensemble des Canadiens en 2005, comparativement à 11,4 % en 2004, et bien en deçà du sommet de 15,7 % atteint en 1996.

En 2005, le taux de faible revenu parmi les personnes âgées est demeuré stable, se situant à 6,1 %.

On estime que 788 000 enfants âgés de moins de 18 ans vivaient au sein de familles à faible revenu en 2005, soit moins qu'en 1996 (1,3 million). Environ 11,7 % des enfants vivaient au sein de familles à faible revenu en 2005, soit bien en deçà du niveau record de 18,6 % noté en 1996.

En 2005, 320 000 enfants, soit un peu moins de la moitié des enfants provenant de familles à faible revenu, vivaient au sein de familles monoparentales ayant une femme à leur tête. Le taux de faible revenu chez ces enfants était plus de quatre fois plus élevé que celui des enfants vivant au sein de familles biparentales. Par contre, le taux de faible revenu pour ces enfants est passé de 40,4 % en 2004 à 33,4 % en 2005.

Provinces : Pour une deuxième année consécutive, les familles de l'Alberta présentaient le revenu médian le plus élevé

Pour une deuxième année consécutive, les familles de l'Alberta composées de deux personnes ou plus ont enregistré le revenu médian après impôts le plus élevé.

Les familles albertaines ont déclaré un revenu médian de 64 700 \$ comparativement à 61 000 \$

pour les familles ontariennes. Les deux provinces se situaient bien au-dessus de la médiane nationale de 56 000 \$.

En 2003, les revenus de l'Alberta et de l'Ontario étaient pratiquement identiques. En 2004, les familles albertaines sont passées en tête et ont accru leur avance en 2005.

En 2005, le revenu après impôts des familles québécoises a crû de 3,5 % pour se fixer à 50 400 \$. Le revenu après impôts est demeuré pratiquement inchangé dans toutes les autres provinces. Les familles de Terre-Neuve-et-Labrador ont enregistré le revenu après impôts le plus bas, s'élevant à 43 100 \$.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3502 et 3889.

Un rapport plus détaillé, *Le revenu au Canada, 2005* (75-202-XWF, gratuit), est offert dès aujourd'hui à partir du module *Publications* de notre site Web. Il contient une analyse ainsi que 15 tableaux à l'échelle du Canada et des provinces. La publication et le CD-ROM *Tendances du revenu au Canada, 2005* (13F0022XIF, 209 \$; 13F0022XCB, 209 \$) paraîtront bientôt. Ils contiennent 40 tableaux à l'échelle du Canada et des provinces, ainsi que certaines données à l'échelon des régions métropolitaines de recensement.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-7355 ou composez sans frais le 1-888-297-7355 (revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu.

Certains concepts de revenu, selon les principaux types de familles, 2005

	Médiane			
	Revenu du marché	Transferts gouvernementaux	Impôts sur le revenu	Revenu après impôts
	en dollars constants de 2005			
Familles économiques de deux personnes ou plus	57 700	3 900	8 600	56 000
Familles de personnes âgées	22 100	22 000	2 900	40 400
Couples autres que de personnes âgées, sans enfants	63 700	200	10 400	55 700
Familles biparentales avec enfants	72 800	2 700	11 600	65 700
Familles monoparentales ayant une femme à leur tête	22 200	6 800	500	30 400
Personnes seules	18 100	500	2 000	21 400

Revenu médian des familles économiques et des personnes seules

	1996	1998	2000	2002	2003	2004	2005
	en dollars constants de 2005						
Familles économiques de deux personnes ou plus							
Revenu du marché	49 900	52 700	56 400	55 600	55 700	56 800	55 700
Transferts gouvernementaux	4 800	4 100	3 300	3 900	3 900	4 100	3 900
Impôts sur le revenu	9 000	9 400	9 600	8 700	8 600	8 700	8 600
Revenu après impôts	48 100	49 900	52 400	54 400	54 400	55 100	56 000
Personnes seules							
Revenu du marché	12 400	13 700	15 700	17 500	17 500	17 500	18 100
Transferts gouvernementaux	3 400	3 100	1 000	1 300	900	700	500
Impôts sur le revenu	1 500	1 800	2 100	2 300	2 200	2 300	2 000
Revenu après impôts	18 100	18 800	19 900	21 700	21 300	21 500	21 400

Taux de faible revenu (seuil de faible revenu fondé sur le revenu après impôts, sur la base de 1992), selon les principaux types de familles

	1996	1998	2000	2002	2003	2004	2005
	%						
Familles économiques de deux personnes ou plus	12,1	10,1	9,0	8,6	8,5	8,0	7,4
Familles de personnes âgées	3,3	3,9	3,1	2,9	2,7	2,1	1,6
Couples autres que de personnes âgées, sans enfants	8,4	6,7	6,9	7,1	6,6	6,4	6,4
Familles biparentales avec enfants	10,9	8,6	8,3	6,6	6,8	6,9	6,7
Familles monoparentales ayant une femme à leur tête	52,7	42,9	36,3	39,4	38,8	36,0	29,1
Personnes seules	37,3	35,1	32,9	29,5	29,6	30,1	30,4

Pourcentage de personnes sous le seuil de faible revenu (seuil de faible revenu fondé sur le revenu après impôts, sur la base de 1992)

	1996	1998	2000	2002	2003	2004	2005
	%						
Personnes de moins de 18 ans	18,6	15,5	13,8	12,2	12,5	13,0	11,7
Vivant dans des familles biparentales	12,4	9,9	9,5	7,3	7,9	8,4	7,8
Vivant dans des familles monoparentales ayant une femme à leur tête	55,8	46,1	40,1	43,0	41,2	40,4	33,4
Personnes âgées entre 18 et 64 ans	15,7	13,9	12,9	12,1	12,2	11,9	11,4
Personnes de 65 ans et plus	9,8	8,6	7,6	7,6	6,8	5,6	6,1

Certains concepts de revenu pour les familles économiques de deux personnes ou plus selon la province, 2005

	Médiane				Taux de faible revenu après impôts
	Revenu du marché	Transferts gouvernementaux	Impôts sur le revenu	Revenu après impôts	%
	en dollars constants de 2005				
Canada	57 700	3 900	8 600	56 000	7,4
Terre-Neuve-et-Labrador	36 900	11 000	5 800	43 100	6,5
Île-du-Prince-Édouard	44 000	8 200	6 600	47 600	3,1
Nouvelle-Écosse	49 100	5 900	7 700	49 400	4,6
Nouveau-Brunswick	43 200	6 400	6 000	45 400	7,3
Québec	50 100	6 300	8 200	50 400	7,3
Ontario	63 600	3 200	9 600	61 000	7,7
Manitoba	55 100	3 200	8 500	52 700	8,5
Saskatchewan	52 200	3 000	7 400	51 600	7,6
Alberta	70 300	1 400	10 300	64 700	5,5
Colombie-Britannique	57 000	3 300	7 300	57 100	8,4

Finances publiques consolidées : actif et passif

31 mars 2005

La dette financière nette consolidée, définie comme l'excédent du passif sur l'actif financier des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales générales et locales, a atteint 791,2 milliards de dollars au 31 mars 2005, en baisse de 2,1 milliards de dollars ou de 0,3 % par rapport à celle enregistrée au 31 mars 2004.

La hausse de l'actif financier de 32,1 milliards de dollars est principalement attribuable à l'accroissement enregistré dans les titres. La progression du passif de 29,9 milliards de dollars résulte principalement de la hausse enregistrée dans les bons du Trésor et les autres titres, en partie compensée par la baisse dans les obligations d'épargne et les autres obligations.

La dette financière nette de l'administration publique fédérale a baissé de 304 millions de dollars pour atteindre 523,3 milliards de dollars, alors que celle des administrations publiques provinciales et territoriales générales et locales a diminué de 1,8 milliard de dollars, se chiffrant à 267,8 milliards de dollars.

La dette financière nette consolidée des administrations publiques a diminué en proportion du produit intérieur brut (PIB), passant de 63,3 % en 2004 à 59,4 % en 2005. Cette baisse est principalement attribuable à la croissance du PIB. La dette financière nette, en pourcentage du PIB, diminue chaque année depuis qu'elle a atteint un sommet en 1996 (102,1 %).

La dette financière nette par habitant est passée de 24 876 \$ en 2004 à 24 573 \$ en 2005. La dette financière nette par habitant la plus élevée a été enregistrée en 1997, cette dernière s'étant établie à 28 543 \$.

Terre-Neuve-et-Labrador a enregistré la dette financière nette par habitant la plus élevée en 2005 (20 938 \$), suivie du Québec (15 165 \$) et de la Nouvelle-Écosse (12 617 \$).

Le Yukon, l'Alberta et les Territoires du Nord-Ouest n'ont pour leur part enregistré aucune dette financière nette, leurs actifs financiers ayant excédé leurs passifs de 9 677 \$, de 6 538 \$ et de 1 070 \$ par habitant, respectivement.

Nota : Le Système de gestion financière (SGF) de Statistique Canada permet une présentation normalisée de la comptabilité publique pour les administrations publiques fédérale, provinciales et locales au Canada. Les systèmes comptables des différentes administrations publiques ne sont pas directement comparables en raison des différences de politiques et de structures des administrations publiques proprement dites. Le SGF ajuste les données des comptes publics des administrations publiques et d'autres enregistrements pour produire des données détaillées permettant des comparaisons entre administrations publiques ainsi que des agrégats nationaux compatibles qui sont cohérents dans le temps. Autrement dit, les statistiques basées sur le SGF peuvent ne pas correspondre aux chiffres publiés dans les états financiers des administrations publiques.

Cette publication fait partie d'une série de produits de données portant sur les bilans des administrations publiques. Le bilan des administrations publiques provinciales et territoriales a été publié le 31 octobre 2006, celui de l'administration publique fédérale, le 21 décembre 2006 et celui des administrations publiques locales, le 25 avril 2007.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 385-0010, 385-0014, 385-0017 à 385-0019, 385-0025 et 385-0026.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1709.

Il est également possible de consulter en ligne des tableaux de données dans le module *Comptes économiques nationaux* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements sur les produits et services de la Division des institutions publiques, communiquez avec PID-Info-DIP au 613-951-0767 (pid-info-dip@statcan.ca).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Philippe Samborski au 613-951-7101 (philippe.samborski@statcan.ca), Division des institutions publiques. □

Dette financière nette consolidée des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales générales et locales au 31 mars

Année	Dette financière nette consolidée	% du PIB ¹	Par habitant
	en millions de dollars	en %	en dollars
1991	532 636	78,5	19 066
1992	593 797	85,7	21 008
1993	667 196	93,3	23 331
1994	739 122	98,5	25 571
1995	797 582	99,5	27 304
1996	836 993	102,1	28 358
1997	851 118	98,1	28 543
1998	847 318	93,4	28 167
1999	848 660	89,4	27 993
2000	832 687	79,9	27 215
2001	800 373	71,8	25 891
2002	796 743	71,2	25 483
2003	794 509	65,7	25 160
2004	793 314	63,3	24 876
2005	791 191	59,4	24 573

1. PIB au prix du marché, premier trimestre.

Dette financière nette consolidée des administrations publiques provinciales, territoriales générales et locales au 31 mars 2005

Provinces ou territoires	Dette financière nette consolidée	Par habitant
	en millions de dollars	en dollars
Terre-Neuve-et-Labrador	10 783	20 938
Île-du-Prince-Édouard	1 348	9 768
Nouvelle-Écosse	11 822	12 617
Nouveau-Brunswick	6 141	8 166
Québec	114 980	15 165
Ontario	106 730	8 533
Manitoba	11 855	10 098
Saskatchewan	8 304	8 371
Alberta	-21 282	-6 538
Colombie-Britannique	17 182	4 051
Yukon	-300	-9 677
Territoires du Nord-Ouest	-46	-1 070
Nunavut	330	11 000

Enquête sur les investissements de portefeuille des Canadiens

Fin d'exercice 2005

Les Canadiens détenaient des titres étrangers pour une valeur de 547,4 milliards de dollars à la fin de 2005, soit le double des investissements qu'ils détenaient huit ans auparavant. Les avoirs canadiens en titres étrangers ont augmenté de 19 % en 2005, à la faveur de la croissance des avoirs en titres d'emprunt étrangers. Les gains attribuables à la plus-value des actifs étrangers et aux acquisitions de titres étrangers ont été partiellement annulés par l'appréciation du dollar canadien par rapport aux autres principales devises en 2005.

À la fin de 2005, les investissements de portefeuille des Canadiens à l'étranger se chiffraient

à 445,6 milliards de dollars sous forme d'actions et à 101,9 milliards de dollars sous forme d'instruments d'emprunt. Les investissements en actions représentaient plus de 80 % de l'ensemble des investissements de portefeuille étrangers en 2005. Bien que les actions dominent toujours leurs avoirs, les Canadiens diversifient leur portefeuille en acquérant des instruments d'emprunt de façon progressive depuis 2001, soit l'année où ces instruments ne représentaient que 10 % de leurs avoirs.

Les investissements de portefeuille des Canadiens à l'étranger se composaient surtout de titres américains, le plus important marché financier au monde. Toutefois, un accès grandissant aux marchés financiers internationaux, l'élimination de la limite applicable aux placements étrangers et l'émergence des économies

en développement ont offert de nouvelles occasions aux Canadiens de diversifier leur portefeuille.

Par conséquent, la part des investissements en titres américains est tombée pour passer de 60 % en 2002 à 54 % en 2005. En ce qui a trait aux investissements en actions, la part revenant aux actions américaines était de 51 % à la fin de 2005 comparativement à 59 % trois ans auparavant. Au cours de cette période, l'Europe, les Caraïbes et la région de l'Asie et de l'Océanie ont toutes accaparé une part accrue des investissements de portefeuille des Canadiens sous forme d'actions.

Les investissements de portefeuille en titres américains et européens ont connu une forte croissance de 18 % et de 16 % respectivement en 2005. Toutefois, les investissements ont surtout augmenté en Amérique centrale et en Amérique du Sud (35 %) et en Asie et en Océanie (33 %).

Après que les investissements des Canadiens ont régressé entre 2000 et 2002, et sont restés stationnaires en 2003, les investissements en Amérique centrale et en Amérique du Sud ont rebondi en 2004 et en 2005, sous l'effet de la poussée des investissements en titres brésiliens, qui ont presque doublé.

La valeur des investissements en Asie et en Océanie a augmenté de façon importante en 2005, notamment en Corée du Sud, à Taïwan et en Nouvelle-Zélande, où les investissements ont tous progressé d'environ 60 %. De nets gains ont également été enregistrés au Japon, en Inde et en Chine, où les investissements ont augmenté de 30 % à 40 %.

Bien que les investissements de portefeuille à l'étranger soient répartis dans plus de 85 pays, on observait toujours une grande concentration d'actifs dans un nombre limité de pays à la fin de 2005. Les cinq principaux pays d'investissement représentaient plus des trois quarts des investissements totaux en titres étrangers, et les 10 principaux pays, plus de 85 %. Les investissements combinés au Royaume-Uni, en

France et en Allemagne constituaient 60 % de tous les avoirs détenus en Europe.

Les cinq principales destinations en 2005, par ordre d'importance, étaient les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon, la France et l'Allemagne. La Suisse remplace l'Allemagne comme cinquième destination en popularité en ce qui concerne les investissements en actions seulement.

Nota : L'enquête recueille des renseignements sur la valeur marchande des actifs en investissements de portefeuille en fin d'année, selon le pays de l'émetteur. Un investissement de portefeuille est défini comme un investissement sous forme d'actions ou de titres d'emprunt dans le but d'obtenir un revenu de placement ou des gains en capital. Contrairement aux investisseurs directs, les investisseurs de portefeuille n'ont pas d'influence considérable sur l'orientation et la gestion de l'entreprise dans laquelle ils investissent.

Les valeurs mobilières étrangères sont définies comme des investissements en actions et en titres d'emprunt émis par des non-résidents. Les actions comprennent les actions ordinaires et privilégiées, les bons et droits de souscription et les parts de fonds d'investissement. Les titres d'emprunt comprennent les obligations (échéance originale de plus d'une année) et les instruments du marché monétaire (échéance originale d'une année ou moins).

Données stockées dans CANSIM : tableau 376-0064.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1537.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-1855 (infobalance@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Éric Boulay au 613-951-1872, Division de la balance des paiements. □

Valeur marchande des investissements de portefeuille canadiens à l'étranger en fin d'année

	2002	2003	2004	2005
	en millions de dollars			
Amérique	239 988	254 810	270 145	321 998
États-Unis	226 120	238 928	247 957	292 909
Caimans, îles	3 951	5 134	8 679	10 711
Bermudes	2 324	3 248	4 738	6 451
Mexique	3 688	3 260	3 668	4 572
Brésil	2 130	2 267	2 986	4 304
Tous les autres pays en Amérique	1 775	1 973	2 117	3 051
Europe	98 178	113 757	131 334	152 143
Royaume-Uni	37 795	43 534	50 624	57 547
France	13 725	15 461	16 562	19 164
Allemagne	8 119	11 109	11 585	14 544
Suisse	8 700	10 201	11 116	12 646
Pays-Bas	8 719	9 383	11 210	12 604
Tous les autres pays en Europe	21 120	24 069	30 237	35 638
Asie et Océanie	35 898	44 090	52 149	69 433
Japon	20 638	24 598	29 235	39 481
Australie	4 276	5 778	8 279	10 354
Corée du Sud	3 123	3 535	4 007	6 316
Hong-Kong	2 802	3 457	3 799	4 196
Taiwan	602	969	1 195	1 927
Tous les autres pays en Asie et en Océanie	4 457	5 753	5 634	7 159
Tous les autres pays	3 664	4 972	4 795	3 842
Total	377 728	417 629	458 423	547 416



Nouveaux produits

Les indices de mission canadienne à l'étranger,
mai 2007

Numéro au catalogue : 62-013-XIF
(gratuit).

Emploi, gains et durée du travail, février 2007,
vol. 85, n^o 2

Numéro au catalogue : 72-002-XIB
(gratuit).

Le revenu au Canada, 2005

Numéro au catalogue : 75-202-XWF
(gratuit).

Enquête sur la dynamique du travail et du revenu :
un aperçu de l'enquête, 2007

Numéro au catalogue : 75F0011XIF
(gratuit).

Enquête sur la dynamique du travail et du revenu -
dictionnaire électronique des données, 2006

Numéro au catalogue : 75F0026XIF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

• Le titre • Le numéro au catalogue • Le numéro de volume • Le numéro de l'édition • Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**




Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1-877-287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-Xif	
 Le Quotidien Statistique Canada	
Le jeudi 3 mai 1997 Deuxième édition à 8 h 30	
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS	
<ul style="list-style-type: none"> Transport urbain, 1996 Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 45 déplacements en transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 À l'instar de la croissance de l'emploi et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été considérablement ralentie. 	2 5
AUTRES COMMUNIQUÉS	
Indice de l'offre d'emploi, mai 1997	10
Emplois sur les anticipations à court terme	10
Ajuster les données primaires, novembre 1996	11
Production d'or, avril 1997	11
NOUVELLES PARUTIONS	
	12
 Statistique Canada	
 Canada	

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.